



Agreste Pays de la Loire



2^e trimestre 2019 - septembre 2019
document mis en ligne le 17/09/2019

Conjoncture trimestrielle

EN BREF ...

Le deuxième trimestre est plutôt sec et bien ensoleillé. Il est marqué par plusieurs épisodes forts : 2 coups de vent, des gelées tardives et une canicule en fin de période.

Le potentiel de rendement des céréales à paille est bon. À l'approche des moissons, les marchés sont sous l'influence de la météo et de l'état des cultures.

En fruits et légumes, les humeurs climatiques du trimestre qui débute dans la fraîcheur et termine en canicule impactent profondément le suivi des cultures et la physionomie de la demande. Le marché diffère fortement selon les produits : en dents de scie pour la fraise et le radis, très concurrentiel pour les salades, pas assez dynamique en pomme, difficile puis très favorable à partir de juin pour les tomates et les concombres, exceptionnel pour le poireau et les *Allium*.

Le gel noir d'avril a touché les **vignobles** de la région de façon importante mais très hétérogène. Les conditions climatiques entraînent de la coulure et du millerandage. Le vignoble est très sain, mais son potentiel de production est amputé de moitié en région nantaise et de 15 à 20 % en Maine-et-Loire.

En bovins finis, mâles comme femelles, les cours sont orientés à la baisse alors que l'offre n'est pas pléthorique. La situation du marché des veaux de boucherie devient très préoccupante. Par ricochet, la cotation du veau nourrisson chute à nouveau, malgré des naissances en repli. Les cours des broutards, stables jusque-là, se replient légèrement. A l'exception des génisses, les abattages régionaux enregistrés au cours de ce deuxième trimestre sont en retrait par rapport à ceux de l'année 2018 et aux valeurs moyennes 2014-2018 pour les différentes catégories de bovins.

La collecte laitière ligérienne recule sur un an, entraînant une hausse du prix moyen du lait. En bio, l'inverse est constaté : hausse de la collecte et baisse du prix.

Le cours de l'agneau français plonge face au manque de consommation, aux prix bas à l'import et à l'effondrement de la valorisation du 5^e quartier.

Pour les porcs, les cotations ont grimpé de manière continue tout au long du trimestre. Le commerce extérieur français des viandes de porc redevient excédentaire en volume. La marge brute des éleveurs s'améliore et les perspectives sont bonnes pour les semaines à venir, du fait de la forte demande en provenance des pays asiatiques touchés par la peste porcine.

Au premier semestre 2019, **la production de volailles de chair** est en repli, dans la région comme en France. On observe une baisse des abattages pour les poulets, les dindes et les pintades, une hausse de ceux des canards, notamment canards à gaver. Dans un contexte de recul de la consommation de viande, les achats des ménages progressent légèrement pour les élaborés de volaille, les découpes de poulet, la charcuterie à base de volaille. La production d'œufs se replie.

A LA UNE ...

Enseignement agricole : résultats aux examens et rentrée scolaire 2019

8 138 candidats se sont présentés aux épreuves des différents examens de l'enseignement agricole à l'occasion de la session de juin 2019. Le taux global de réussite est de 88,9 % pour la région des Pays de la Loire, pour une moyenne de 86,1 % pour le national. Un excellent résultat au regard de la session 2018 pour laquelle le taux moyen régional était de 85,9 %, en particulier pour le BTSA dont le taux de réussite est de 85 %, contre 79,1 % au niveau national.

	Présents	Admis	Non admis	Taux PdL	Taux national	PdL 2018	PdL 2017
Bac Pro	2 787	2 370	417	85,0	89,9	84,6	84,0
Bac Techno	380	349	31	91,8	88,6	90,5	90,3
BEPA	2 762	2 531	231	91,6	90,2	89,6	92,5
BTSA	1 326	1 127	199	85,0	79,1	74,7	80,8
CAPA	883	855	28	96,8	95,9	95,6	95,9
Total	8 138	7 232	906	88,9	86,1	85,9	87,9

lire la suite p. 12

SOMMAIRE

Contexte météorologique	p. 2	Productions végétales	p. 3	Productions animales	p. 8
Industries agroalimentaires	p. 13				

Contexte météorologique

Le printemps est presque normal en température à plus ou moins 0,5 °C près. Globalement, il manque 5 à 20 % de précipitations par rapport aux normales. En revanche, les gains d'ensoleillement atteignent 10 à 20 %. Le trimestre est toutefois marqué par 2 coups de vent, des gelées tardives et une canicule en fin de période.

Avril : sec, entre fraîcheur et chaleur

Avril est pluvieux au début, sec ensuite, avant le retour de pluies efficaces les 23 et 24. Les cumuls varient sur les Pays-de-la-Loire de 30 mm à Courcité (53) à plus de 80 mm dans le marais Poitevin ou l'île d'Yeu. Si le mois profite à la Vendée avec des excédents de 5 jusqu'à 40 % sur l'île d'Yeu, le reste de la région manque d'eau, notamment autour d'un axe Cholet - Courcité où les déficits atteignent 35 à 50 % par rapport aux valeurs saisonnières. Le thermomètre souffle le chaud et le froid. Hormis une période chaude du 16 au 23, avec un pic de chaleur les 19 et 20 où le mercure dépasse les 25 °C, le reste du mois est frais et même fatal le 4 avec des gelées généralisées allant de -1,5 °C sur le littoral à Pornic (44) à -3,7 °C à Courcité (53). Au final, les températures moyennes fluctuent de 9 °C en Mayenne à 12 °C sur le littoral, valeurs proches de la normale, voire ponctuellement supérieures de plus de 1 °C. Grâce à quelques journées bien ensoleillées en milieu et fin de mois, l'insolation présente par rapport aux normales des gains de 15 à 20 %. Les durées d'insolation assez homogènes varient de 200 heures au nord à 220 h sur la presque île guérandaise.

Mai : encore sec et frais malgré la présence du soleil

Mai est caractérisé par la rareté des précipitations, à l'exception de journées notables en début de mois et en fin de première et deuxième décade. Les cumuls sont plutôt insuffisants sur la région et

varient d'à peine 20 mm sur l'île de Noirmoutier (85) à près de 65 mm en Sarthe. Si le nord-ouest de la Loire-Atlantique, le Layon-Saumurois, l'extrême nord de la région, le bocage vendéen ou le marais Poitevin tirent leur épingle du jeu, les déficits atteignent 50 à 60 % sur le marais Breton, l'Anjou, les vallées de l'Erdre et du Don ou encore de la Sarthe. Les températures minimales et maximales sont généralement en dessous des normales de 0,5 à près de 2,0 °C. Le 6 est la journée la plus froide avec encore des gelées tardives, et même si l'espoir renaît le 31 avec un mercure qui dépasse allégrement les 25 °C sur la région, le mois n'en reste pas moins frais. En effet, les températures moyennes autour de 12 °C en Mayenne à 14,5 °C dans les îles ou la ville d'Angers (49) sont inférieures aux normales de 0,5 à 1,5 °C. Il faut souvent remonter à 2013 pour voir un mois de mai frais. Suivant un gradient nord-est / sud-ouest, les durées d'insolation varient de 208 heures au Mans (72) à plus de 280 h aux Sables d'Olonne (85). Par rapport aux valeurs saisonnières, mai 2019 présente des gains d'ensoleillement de 5 à 15 %. Enfin, on relèvera sur les départements côtiers, la tempête « Yucon » le 8 avec, du nord au sud, des rafales de vent de 106 km/h à Montoir-de-Bretagne (44) et 103 km/h à Grues (85).

Juin : ensoleillé malgré le retour de la pluie et caniculaire en fin de période

Les cumuls de précipitations sont hétérogènes au gré de quelques orages les

journées du 11, 19 et 24 et varient ainsi de 30 mm dans le marais Poitevin à près de 110 mm en Mayenne. Excepté des déficits de 5 à 15 % du Baugeois, aux Vaux du Loir, dans les Mauges, le sud de Loire-Atlantique ou encore ceux plus critiques de 30 % du marais Poitevin, la pluviométrie est excédentaire partout ailleurs avec des quantités voisines de deux fois la normale sur la presque île guérandaise (44) ou encore le long d'un axe Vihiers (49) - Sablé-sur-Sarthe (72) - Mayenne (53). Ce mois rompt quelque peu avec les mois du début d'année. Au niveau des températures, le mois débute dans la chaleur, puis il est frais du 5 au 16. La chaleur revient au passage à l'été calendaire, pour finir en canicule à compter du 25. Les températures moyennes varient de 16,5 °C à 20 °C. Globalement, elles sont supérieures de 1 °C aux normales en bordure océanique et jusqu'à plus de 2 °C en Sarthe surtout. La canicule de fin de mois reste le fait marquant par sa précocité et son intensité, avec des records tant au niveau des températures minimales, allant de 21 à 25 °C, que des maximales qui dépassent localement les 40 °C, notamment de l'Anjou aux Vaux du Loir. L'ensoleillement est assez homogène de 240 heures au nord à 260 h sur le littoral vendéen, présentant des gains de 10 à 20 %. On relèvera le 7 la tempête « Miguel », atypique pour la saison, avec des vents voisins de 130 km/h de l'estuaire de la Loire à la Vendée sans épargner l'intérieur des terres avec un maximum de 115 km/h enregistré à Ernée (53).

Département		Pluviométrie (mm)		Températures moyennes (°C)				Nombre de jours Tx>=25 °C		Insolation (heures et minutes)	
		2 ^e trimestre 2019	Normales 1981- 2010 ou Moyennes	2 ^e trimestre 2019		Normales 1981 - 2010 ou moyennes		2 ^e trimestre 2019	Normales ou Moyennes 1981-2010	2 ^e trimestre 2019	Moyennes ou Normales 1981-2010
				Mini	Maxi	Mini	Maxi				
44	NANTES-BOUGUENAIS	139,4	171,0	9,5	19,9	9,6	19,1	15	12	671h22	565h06
	ST NAZAIRE-MONTOIR	160,2	161,5	8,8	18,1	9,4	18,8	8	11	734h11*	614h13
	NORT-SUR-ERDRE	136,4	164,7	8,8	19,8	8,3	19,4	14	13		
49	BEAUCOUZE	115,3	157,7	9,1	20,4	9,3	19,4	14	14	665h00	593h24
	MARTIGNE-BRIAND	129,2	151,9	9,1	20,3	9,6	20,3	16	17		
	CHOLET	124,9	165,5	9,4	19,3	8,9	18,8	12	12		
53	LAVAL	152,0	168,9	8,7	19,2	8,7	18,8	12	11	649h30	562h48
	LE HORPS	196,7	191,3	8,5	17,7	8,7	17,7	9	7		
	ERNEE	148,8	184,0	8,8	18,5	8,7	18,5	10	9		
72	LE MANS	124,6	163,8	9,5	20,6	9,1	19,4	19	14	652h34	594h42
	LUCHE-PRINGE	111,0	154,9	9,5	20,1	9,6	19,8	16	15		
	ROUESSE-VASSE	136,6	182,0	9,1	18,3	9,4	18,4	11	8		
85	CHATEAU-D'OLONNE	117,7	134,6	10,7	18,5	10,9	18,9	9	10	751h52	753h42
	NOIRMOUTIER	120,9	138,5	11,4	18,3	11,0	18,3	6	9		
	FONTENAY	169,0	172,9	9,0	20,8	9,8	20,7	18	19		
	LA ROCHE SUR YON	176,4	172,9	8,9	19,4	9,1	19,0	13	12	677h59	601h36

* Guérande

Productions végétales

Grandes cultures :

Des rendements en céréales à paille prometteurs, avant l'épisode caniculaire

Les trois premières semaines d'avril sont sèches ; la pression des maladies est faible.

Mai est assez frais et plutôt sec : la croissance des cultures est ralentie et le développement des maladies reste modéré. Globalement, l'état sanitaire des cultures est satisfaisant. Fin mai, certaines parcelles en sol superficiel montrent des signes de stress hydrique.

La tempête du 7 juin occasionne localement des dégâts de verse. La pluie

favorise la fin du cycle des parcelles qui en bénéficient. La récolte des orges démarre en Vendée à partir du 20 juin. Avant l'épisode caniculaire de fin juin, le potentiel de rendement des céréales à paille est bon. Les effets de la canicule sont alors difficilement quantifiables : ils dépendent du stade végétatif de la plante. Pour les cultures en phase de remplissage des grains, un arrêt prématuré de ce processus est possible.

Par rapport au rendement moyen régio-

nal quinquennal, les prévisions avant les moissons sont inférieures de trois quintaux en colza ; elles sont supérieures de trois quintaux en orge d'hiver et de cinq quintaux en blé dur et blé tendre.

La fraîcheur de mai freine la levée et la croissance des maïs et des tournesols. De plus, des dégâts de taupins, et localement importants d'oiseaux, sont observés ; des resemis sont parfois nécessaires.

Prévisions de récolte en Pays de la Loire au 1^{er} juillet 2019 - récolte 2019 -

Cultures	Surface (ha)	Évolution 2019/2018	Rendement (q/ha)	Évolution 2019/2018	Production (1000 q)	Évolution 2019/2018
Céréales : 702 815 ha dont						
Blé tendre	398 250	3%	73	18%	29 072	21%
Orge d'hiver	73 860	17%	68	13%	5 022	33%
Orge de printemps	4 995	32%	58	18%	290	56%
Triticale	35 700	10%	64	25%	2 285	38%
Blé dur	26 015	-16%	68	6%	1 769	-11%
Avoine	5 930	2%	56	12%	332	15%
Maïs grain *	124 235	4%	-	-	-	-
Oléoprotéagineux : 139 265 ha dont						
Colza	78 200	-16%	31	19%	2 424	1%
Tournesol	34 680	16%	-	-	-	-
Pois protéagineux	15 935	61%	41	8%	653	73%
Maïs fourrage	273 200	3%	-	-	-	-

Les surfaces sont provisoires, dans l'attente des données PAC 2019

* Maïs grain : dont 15 400 ha de maïs grain humide ; évolution de surface grain + fourrage : + 3 %.

Source : Agreste et FranceAgriMer Pays de la Loire

Météo et état des cultures impactent les marchés

À quelques mois du début des moissons, la météo et l'état des cultures jouent un rôle majeur sur l'évolution des marchés du blé et du maïs. En mars et en avril, les perspectives de production mondiales des deux céréales sont régulièrement revues à la hausse et s'annoncent très abondantes ; leur cours poursuit la baisse commencée en février 2019. Courant juin, les cours des deux céréales repartent à la hausse. Aux USA, premier producteur mondial de maïs, le temps frais et pluvieux qui perdure depuis mai retarde fortement les semis de maïs et compromet le potentiel de rendement. De plus, les financiers étasuniens sont massivement aux achats sur les marchés à terme locaux du maïs. Cette si-

tuation aux USA oriente également à la hausse le marché du blé. En juin 2019, le cours moyen du blé tendre rendu Rouen -176 €/t- est inférieur de 3 % à celui de mars 2019. Sur la campagne 2018/19, le cours moyen du blé tendre rendu Rouen -192 €/t- est supérieur de 22 % à son niveau de 2017/18 -157 €/t-, et de 14 % à son prix moyen quinquennal -168 €/t-. En juin 2019, le cours moyen du maïs rendu Bordeaux -165 €/t- est supérieur de 4 % à celui de mars 2019. Sur la campagne 2018/19, le cours moyen du maïs rendu Bordeaux -166 €/t- est supérieur de 11 % à son niveau de 2017/18 -149 €/t-, et de 7 % à son prix moyen quinquennal -155 €/t-.

Sur ce trimestre, les cours des oléo-

protéagineux progressent légèrement. En effet, le prix du pétrole augmente ; de plus, la production de colza de l'UE est régulièrement revue à la baisse, et la météo adverse aux USA entraîne un retard important des semis de soja et une incertitude sur son potentiel de rendement. Cependant, l'impasse du conflit commercial USA-Chine et le stock mondial de soja abondant tempèrent la hausse des cours des oléoprotéagineux. En juin 2019, le cours moyen du colza rendu Rouen -358 €/t- est supérieur de 2 % à celui de mars 2019. Sur la campagne 2018/19, à 360 €/t, il est supérieur de 4 % à son niveau de 2017/18 -345 €/t- et inférieur de 1 % à son prix moyen quinquennal -363 €/t-.

Une campagne 2018-19 de chargements portuaires décevante

Entre avril et juin 2019, 222 000 t de céréales sont chargées depuis les quatre ports de la région, (301 000 t au cours du trimestre précédent). Le trafic portuaire régional 2018/19 est légèrement supérieur au million de tonnes : 1 042 000 t. Par rapport à 2017/18, les chargements 2018/19 baissent de 15 % (- 180 000 t) ; ceux vers l'UE (574 000 t) reculent de 24 %

(- 185 000 t) ; alors que ceux vers les pays tiers (469 000 t) sont quasiment stables (+ 4 000 t). Les chargements 2018/19 de blé tendre atteignent 811 000 t (- 103 000 t par rapport à 2017/18) ; ceux de maïs 103 000 tonnes (- 4 000 t), ceux de blé dur 70 000 t (- 12 000 t) et ceux d'orge 44 000 t (- 52 000 t). Les principales destinations 2018/19 sont le

Portugal (305 000 t, dont 301 000 de blé tendre), loin devant l'Algérie (209 000 t de blé tendre), Cuba (172 000 t dont 167 000 de blé tendre), et le Royaume-Uni (108 000 t dont 64 000 de maïs). Les chargements vers ces quatre pays représentent 76 % du trafic portuaire régional 2018-19.

Fruits, légumes et fleurs

Bilan plutôt positif pour les poires et mitigé pour les pommes

Au début du trimestre, l'offre variétale de **poires** se réduit fortement. Seule la *Conférence* reste disponible chez les expéditeurs du Val de Loire. Les cours sont fermes, mais contenus par la concurrence des *Conférence* du Bénélux et des *Abate-Fétel* italiennes. La fin de saison intervient fin avril. Le bilan est positif pour les producteurs ayant écoulé la totalité de leur production et limité les

pertes, malgré une faible consommation et les mouvements sociaux qui ont freiné la demande durant la campagne.

En **poires**, les perturbations pluvieuses et la présence de températures froides entretiennent, dans un premier temps, une bonne consommation. La tendance est d'autant plus favorable que les importations de l'hémisphère Sud sont limitées. L'activité se réduit ensuite

avec l'arrivée du beau temps et des fruits d'été. Le déstockage prend du retard en comparaison des années précédentes. Pour autant, les cours se maintiennent dans l'ensemble. Le bilan de ce trimestre est mitigé. Le manque de consommation pèse sur le marché et la saison est longue pour les expéditeurs.

Fraises et radis ont un marché en dents de scie...

Les productions de **radis** sous serre multi-chapelles laissent progressivement place aux cultures de plein champ en avril. Durant cette période transitoire, l'offre est hétérogène, générant parfois de larges écarts de cotations. Faute d'une météo printanière durable, le marché n'est pas d'un grand dynamisme. Le rythme des échanges en mai, ponctué par les traditionnels ponts, diffère suivant les semaines. Des opérations commerciales d'envergure assurent cependant un bon flux de transactions. Début juin, l'activité baisse d'un cran, mais les volumes disponibles restent en phase avec la demande. Mi-juin, l'offre est moins importante, voire nettement déclinante sous

l'effet du coup de chaleur enregistré sur l'Ouest et la quasi-totalité du territoire national. Les apports deviennent alors déficitaires et le trimestre s'achève sur un mouvement de prix à la hausse.

Fin avril, au début de la campagne en Sologne, le commerce de la **fraise** est compliqué par une forte concurrence inter-régionale. En mai, l'offre monte en puissance dans un contexte de ventes difficiles. Les volumes sont importants, alors que la demande manque de dynamisme. Les tarifs reculent. La *Gariguette* est déclarée en crise conjoncturelle dès le 2 mai. Ensuite, la situation du marché s'assainit. La tendance des cours repart à

la hausse. La fraîcheur climatique ralentit le mûrissement des fruits. Les mises en avant, de fraises standard principalement, un climat favorisant la vente et une demande active, permettent d'écouler des volumes. Fin mai, les promotions restent d'actualité, mais la concurrence inter-régionale et européenne vient s'interposer dans les transactions. En juin, la production de *Gariguette* diminue fortement. Les cours s'orientent à la hausse pour le beau produit et la fin de campagne est annoncée. En standard, les prix sont hétérogènes, mais la tendance est à la fermeté. Faute de disponibilité, il devient difficile de satisfaire toute la demande.

... alors que la campagne est hors norme pour le poireau primeur et les Allium

Les derniers lots de poireaux d'hiver s'échangent principalement localement et sans difficulté et les premiers arrachages de **poireaux primeurs** issus de semis ont lieu fin avril. Les ventes sont très dynamiques, d'autant que la concurrence européenne est peu visible et que la météo est favorable à la consommation. Les arrachages s'intensifient mi-mai avec l'arrivée du poireau planté à trou. La progression des disponibilités permet ainsi d'ouvrir les marchés à l'export. Début juin, de mémoire d'opérateur, aucun ne se souvient d'une conjoncture aussi fa-

vorable. En effet, la demande intérieure est bien présente et les ventes à l'export ne faiblissent pas. La qualité est au rendez-vous et il n'y a pas de retard dans les arrachages. A partir de la mi-juin, l'activité marque le pas, la demande se faisant plus hésitante à l'annonce de l'arrivée d'une vague de chaleur sur la France. Les échanges sur les marchés à l'export viennent néanmoins compenser en partie la fébrilité des transactions intérieures. Les prix au départ des stations d'expédition chutent alors sensiblement, mais restent encore largement au-dessus de la

zone plancher. A la fin du trimestre, de gros volumes de production sont d'ores et déjà récoltés.

Début avril, la tendance tarifaire est stable pour les **oignons jaunes**. Ensuite, les quantités vendues diminuent. La demande est active, mais les opérateurs réduisent les approvisionnements. Les prix progressent chaque semaine. En mai, à l'approche de la fin de campagne, le produit est très recherché et de nouvelles hausses de cours sont effectuées. L'*échalote*, également très demandée, présente des cours élevés et haussiers.

Marché serein pour la mâche mais très concurrentiel pour les salades

Le retour à l'équilibre du marché en **mâche** permet d'échanger à des prix mieux soutenus dès le début du trimestre. Par ailleurs, les renégociations entre amont et aval des marchés sous contrat (1^{ère} et 4^e gammes) entretiennent un courant haussier. Les mises en place pour Pâques apportent un regain d'activité et la première quinzaine s'achève dans un ambiance commerciale sereine. Fin avril, la campagne automne-hiver est considérée comme achevée et la saison

d'été, caractérisée par une offre moindre largement contractualisée, prend alors le relais.

Fin avril, la météo est défavorable au développement des cultures de **salades**. Suite aux orages, certaines parcelles sont détruites. L'offre ligérienne progresse lentement. Les centrales d'achats s'approvisionnent prioritairement dans le Sud. L'offre du Val de Loire ne s'étoffe qu'à partir de la mi-mai. La concurrence

exacerbée entre les différentes zones de production, les multiples ceintures vertes ainsi que les jardins familiaux, compliquent les échanges. La lourdeur du marché se maintient. En dernière semaine de juin, l'arrivée de températures caniculaires réduit l'offre : des destructions de salades en surmaturité ou touchées par des problèmes sanitaires sont réalisées.

Après des débuts difficiles, tomates et concombres retrouvent une ambiance commerciale très favorable mi-juin.

En avril, exception faite de la courte période très estivale durant les fêtes de Pâques, les transactions de **concombres** sont peu fluides. Ce manque de dynamisme est en partie lié aux conditions météorologiques. En mai, les disponibilités ne sont pas conséquentes en raison d'arrachages et de replantations de cultures. L'offre est même légèrement déficitaire en fin de première décennie de mai. Cette situation permet d'initier un mouvement haussier qui s'avère cependant éphémère. En effet, le peu d'offre couvre ensuite assez facilement la demande. Par ailleurs, même si la concurrence des pays nordiques est peu ressentie, il s'avère difficile de confirmer une hausse des prix sachant que ces derniers

proposent du concombre à des prix nettement inférieurs aux produits français. Sous l'effet de la montée inexorable du mercure, les échanges montent en intensité à partir de la mi-juin. La demande grimpe alors en flèche, les ventes sont rapides, et l'offre ne couvre que partiellement les besoins. La hausse des prix est très nette dans la dernière décennie du trimestre.

Après un mois d'avril plutôt fébrile en raison d'une activité commerciale peu dynamique, le marché de la **tomate** traverse ensuite une période tourmentée. Il est déclaré en crise conjoncturelle à partir du 7 mai. L'offre nationale est trop importante et la demande manque de rythme. Au fil des jours, des stocks

s'accumulent et les opérateurs se voient parfois contraints à des destructions de marchandises. Des actions de communication à l'initiative de l'interprofession sont alors mises en place. La crise, inédite dans sa durée, s'achève le 29 mai. Début juin les stocks s'épurent enfin et le revirement de situation est très net à partir de la mi-juin. La météo est favorable à la consommation et les échanges sont rapides. Avec l'arrivée de la période caniculaire, la tomate retrouve une place prépondérante dans le rayon primeur et l'offre peine alors à satisfaire une demande croissante. Le trimestre s'achève dans une toute autre ambiance commerciale, en témoigne la nette revalorisation des prix dans toutes les présentations.

La météo impacte diversement les produits à saison courte

La météo très printanière en seconde quinzaine de février avance la campagne d'**asperges** de 15 jours à 3 semaines. Très rapidement, le marché explose en prévision de la fête pascale avec une offre croissante. Passée cette euphorie, les ventes sont plus mitigées. Les promotions ne suffisent pas à absorber l'ensemble de l'offre, les resserres s'accumulent. Les cours chutent, mais restent supérieurs à ceux de 2018. Par la suite, la baisse de la production causée par une météo maussade, et parfois gélive, permet de retrouver un équilibre commercial. Les actions promotionnelles participent à son maintien. A l'Ascension, la production chute avec l'arrêt des récoltes des jeunes

aspergeraies et de la fin de campagne de certaines structures. A la mi-juin, la campagne s'achève. En l'absence de concurrence nationale et en préparation du week-end de la Pentecôte, le marché retrouve une certaine sérénité avec des cours en hausse.

Le marché du **navet primeur** se met en place en avril. A cette période, la concurrence est moindre avec l'achèvement de la campagne normande, et le regain d'activité est très net en mai. La saison, de courte durée, s'achève mi-juin. Dans les derniers jours d'avril, les **légumes bottes** (carottes, oignons blancs) et le **fenouil** viennent compléter la gamme des produits de printemps.

En **haricot vert**, les mauvaises conditions climatiques, en avril lors des semis et début mai, perturbent le bon développement des cultures. Les premières parcelles sont détruites et ressemées. A la fin juin, la période très estivale impacte également le développement végétatif (très hétérogène) et retarde les plantings des récoltes.

La campagne de **courgettes** débute mi-juin. Les cours se maintiennent et le commerce est fluide. Les volumes produits augmentent doucement. Quelques mises en avant sont effectuées. Ensuite, la demande reste active pour une offre peu abondante. Le marché est équilibré.

Muguet : bilan de campagne positif

Les conditions climatiques douces du début d'année laissaient présager un muguet plutôt précoce et les parcelles ont été rapidement couvertes soit par des châssis soit par des petits tunnels entre fin février et mi-mars. L'arrivée d'un vent fort et frais, ainsi qu'un recul notable des températures tout début avril, incitent les producteurs à calfeutrer davantage les cultures pour maintenir la chaleur nécessaire à leur développement. Les sorties sont très hétérogènes. Cette situation se constate sur la durée, en fonction

de l'âge, de la localisation, voire aussi au sein d'une même parcelle. Le forçage est de rigueur pour les zones les moins avancées. Le week-end de Pâques, particulièrement estival, permet de rattraper le retard et de disposer d'un muguet plutôt grand avec une bonne proportion de catégorie extra. La récolte est accélérée par l'arrivée d'une période pluvieuse. Les prix à l'expédition sont en hausse par rapport à 2018. La demande est présente et globalement dynamique. Elle est un peu plus lente de la part des fleuristes

dont l'activité est impactée par les manifestations récurrentes des gilets jaunes. De même, la demande de Rungis est prudente, les franciliens étant en congés la semaine du 1er mai.

Toute la production de pots 3 brins est rapidement réservée et vendue à des prix en hausse.

Dans un contexte de réduction du nombre d'opérateurs à l'échelle régionale et nationale, et après plusieurs campagnes insatisfaisantes, le bilan de la campagne muguet 2019 est positif.

Viticulture

Exportations : demande soutenue au 1^{er} trimestre 2019

Sur un an, entre fin mars 2018 et fin mars 2019, les exportations de vins du Val de Loire se sont développées en volume et en valeur, du fait d'une hausse du prix du col, avec une demande soutenue au 1^{er} trimestre 2019. Les évolutions s'avèrent différentes selon les appellations.

Les vins blancs représentent plus de la moitié des exportations totales de vin du Val de Loire. Avec 45 000 hl exportés

en un an, le Muscadet recule de 11 % en volume et 3,7 % en valeur. Il reste la deuxième AOP de vin blanc du Val de Loire la plus exportée, après le Sancerre. L'augmentation des exportations vers les Etats-Unis, le Canada et l'Allemagne ne compense pas le recul constaté vers les autres destinations.

Les Rosé d'Anjou et Cabernet d'Anjou gagnent des parts de marché (14 % en volume) grâce à la hausse de la demande

allemande, avec un prix moyen du col en léger retrait (- 0,8 %).

Le Crémant de Loire confirme sa croissance continue depuis 2010, avec une hausse de plus de 9 000 hl en un an et un prix moyen en hausse de 2 %. Si les flux vers l'Allemagne, premier marché du Crémant, progressent encore, les achats du Royaume-Uni et ceux des Etats-Unis augmentent de respectivement 72 et 31 %.

Marché intérieur

Au 30 juin, les achats du négoce cumulés sur les 11 derniers mois sont en hausse pour le Crémant de Loire (+ 28 %), les rosés (+ 15 % Cabernet d'Anjou, + 47 % Rosé d'Anjou) et le Saumur-Champigny (+ 20 %). Les prix moyens de campagne de ces AOP sont stables, sauf celui du Saumur-Champigny qui se rétracte. En blancs, les achats de Gros Plant et de Muscadet reculent, malgré des prix

en baisse, alors que ceux des IGP progressent fortement. De même, les achats de vins sans appellation géographique bondissent. Ils sont à des prix très abordables, inférieurs à 60 €/hl.

En GMS, sur un an, entre avril 2018 et avril 2019, les ventes de vins reculent quelle que soit la couleur. Toutefois, certaines appellations de la région tirent bien leur épingle du jeu. Ainsi, les ventes

de Crémant de Loire (3,432 millions de cols) progressent de 8 % au sein d'un marché des effervescents en recul de 1,1 %. Le succès du Rosé d'Anjou et du Cabernet d'Anjou se confirme (+ 9 % et + 6 %). Sans surprise, les achats de Muscadet se replient de 5 à 17 % selon l'appellation. Quant aux rouges, les ventes en GMS de Saumur-Champigny baissent de 9 % en un an.

Prévisions de production

Pour la troisième fois en 4 ans, le vignoble ligérien est touché par plusieurs épisodes de gel (4 et 5 avril et début mai). Le gel d'avril est un gel noir. Il touche les parcelles de façon disparate sans rapport avec les zones historiquement gélives. Si les contre-bougeons ont pris le relais pour certains cépages (Cabernet Franc), ce n'est pas le cas pour d'autres comme

le Chenin, le Chardonnay et le Melon. L'impact des grosses chaleurs de fin juin sur le potentiel de production, non encore visible, sera à évaluer ultérieurement.

Selon les premières estimations, à prendre avec prudence, cela devrait conduire à une réduction de la récolte de moitié avec un rendement entre 30 et

35 hl/ha pour le Muscadet, et a minima une réduction de 15 à 20 % des rendements moyens en Anjou. La floraison a été longue et a connu l'eau, le froid, puis le chaud, ce qui entraîne de la coulure et du millerandage. D'un point de vue sanitaire, le vignoble est très sain.

IPAMPA : Baisse du prix des intrants due au reflux du cours de l'énergie

L'indice du prix d'achat des intrants augmente de 1,7 % en glissement annuel. Il croît de 0,1 % en avril, puis diminue de 0,1 % en mai et de 0,6 % en juin.

Le prix du pétrole baisse de manière continue depuis le mois d'avril : le cours du Brent s'établit à 71,3 \$/baril au mois d'avril en moyenne, contre 64,2 \$/baril au mois de juin. Le prix de l'énergie et lubrifiants est impacté par cette baisse à la fin du trimestre (+ 1,5 % en avril, + 0,5 % en mai et - 5 % en juin) et s'établit à - 4,4 % en glissement annuel.

Le prix des engrais et amendements diminue de manière continue depuis le début de l'année et pendant le trimestre (- 0,7 % en avril, - 0,9 % en mai et - 1,3 % en juin). Sur un an, il augmente néanmoins encore de 7,3 %. Ce sont les engrais simples qui baissent le plus ce trimestre. Le prix des engrais composés a connu une évolution plus contrastée (- 0,1 % en avril, + 0,1 % en mai et - 1,6 % en juin). Les prix de l'aliment pour animaux diminuent ce trimestre (- 0,3 % en avril, - 0,7 % en mai et stagnation en juin).

En glissement annuel, l'alimentation animale voit son coût augmenter de près de 4,2 %. Ce sont les aliments pour porcins (+ 7,2 %) qui ont le plus renchéri sur un an.

Le prix des biens d'investissements (matériels, ouvrages) a très peu évolué au second trimestre (+ 0,2 % en avril, - 0,2 % en mai et + 0,1 % en juin). Cependant sur l'année, l'indice progresse de 5,3 %. En un an, le prix des tracteurs augmente de 5,7 % et celui des ouvrages de 6,3 %.

Productions animales

Bovins mâles de 8 à 24 mois : des niveaux d'abattages toujours limités, un marché encombré

Trimestre après trimestre, les abattages de jeunes bovins (JB) régressent, en races à viande et plus encore en races laitières. Cette évolution s'explique à la fois par des effectifs en ferme limités et par des conditions de déplacement des animaux vivants rendues difficiles par les épisodes caniculaires de l'été 2019. La période de chaleur intense qui a touché l'Europe

de l'Ouest au mois de juin a perturbé un marché européen encombré. Les prix sont désormais partout à la traîne, sauf peut-être en Italie où le marché reste plus équilibré. Dans ces conditions, la baisse saisonnière des cours des JB se poursuit, de façon toujours plus marquée pour les moins bonnes conformations. La baisse de consommation en Allemagne contri-

bue à cette baisse de prix, notamment pour les JB laitiers. Concrètement, les cotations régionales entrée abattoir observées fin juin se situent aux environs de 3,95 €/kg (catégorie viande U), 3,75 €/kg (viande R) et 3,4 €/kg (mixte O). Ces cours se révèlent au final proches de ceux observés en 2018 et aux moyennes quinquennales 2014-2018.

Vaches : une offre faible et une baisse des prix à partir de juin

Au cours de ce deuxième trimestre 2019, les volumes abattus dans la région sont sensiblement inférieurs, pour les vaches laitières et plus encore pour les vaches allaitantes, à ceux de l'année passée et aux valeurs moyennes pluriannuelles 2014-2018. Le marché semble fluide et l'attente en élevage est très limitée. Les prix des vaches ont toutefois montré une inflexion en juin, repartant à la

baisse après cinq mois de reconquête tarifaire. Ainsi, les cotations entrée abattoir, proches ou inférieures de quelques centimes/kg aux valeurs moyennes pluriannuelles 2014-2018, restent sous pression, en prise avec un marché européen plutôt dégradé qui oriente une partie de ses volumes vers la France. Compte tenu des évolutions de cheptels, et en particulier de la nette baisse du nombre

de génisses prêtes à assurer le renouvellement des troupeaux, les réformes devraient rester contenues dans les mois à venir. Cette réduction de la production nationale contribue à stimuler les importations de viande bovine, notamment en provenance d'Irlande. A l'échelle européenne, les cours restent bas, malgré des réformes ralenties dans tous les États membres (à l'exception de l'Irlande).

Broutards : baisse des cotations début juillet malgré une offre limitée

A partir de début juillet, les cours des broutards, plutôt bien orientés jusque-là, se sont légèrement repliés malgré des disponibilités limitées. Les cours se situent habituellement à un niveau élevé à cette période. Avec l'arrivée de la canicule, les abattages de jeunes bovins ont ralenti en France et en Italie (demande contenue). Ce ralentissement des sorties

ainsi que la perturbation du transport d'animaux par la canicule de fin juin semblent s'être répercutés sur la demande de broutards. Les flux vers l'Italie demeurent néanmoins assez fermes, avec toutefois une demande qui s'intéresse davantage aux femelles. L'Espagne, deuxième client, a quant à elle réduit ses achats, du fait d'un marché du jeune

bovin moins porteur. Au 1er juin 2019, les effectifs nationaux de mâles allaitants de 6-12 mois se situaient à mi-chemin entre le bas niveau de 2018 et le haut niveau de 2017. Les mâles de 0-6 mois étaient en revanche moins nombreux en raison du repli des naissances suite à l'érosion du cheptel reproducteur allaitant.

Veaux de boucherie : une crise de plus en plus préoccupante

Les cours continuent de plonger : la cotation du veau de boucherie « rosé clair ouest R3 » est passée sous les 5,5 €/kg fin juin. En France comme en Europe, les voyants sont au rouge et préoccupants pour les semaines à venir. Très dégradés depuis le début de l'année, les cours traduisent un marché particulièrement lourd. La canicule du mois de juin et la fin des opérations promotionnelles ont eu pour effet d'amplifier ces difficultés. Contrairement aux données de la région (abattages en retrait depuis la fin 2018),

les abattages de veaux en France ont été élevés en avril et mai 2019, après toutefois un recul marqué des abattages en mars. Les chiffres nationaux des mois de juin et de juillet s'avèrent plus proches des valeurs moyennes habituelles. En cumul, le nombre de veaux de boucherie abattus en France a légèrement progressé au 1er semestre 2019 par rapport à 2018, le repli des abattages de veaux français étant plus que compensé par la hausse des importations de veaux gras finis. Alors que le nombre de veaux en-

graisés en France recule depuis janvier, la production de viande progresse. Cette situation s'explique par le vieillissement et l'alourdissement des veaux. L'augmentation du poids des carcasses est certes une tendance structurelle visant à réduire les coûts de production, mais cette année, elle traduit particulièrement bien la sévérité des difficultés rencontrées par la filière. Par ricochet, les cotations du veau nourrisson chutent de nouveau malgré des naissances en repli et des exportations dynamiques.

Lait de vache : une collecte toujours en recul

La production ligérienne du deuxième trimestre 2019 est à nouveau marquée par une baisse de la production, comparativement à celle de l'an passé à période comparable (- 0,4 %). Après le recul de 2,5 % observé en début d'année, le total cumulé des livraisons depuis janvier est en retrait de 1,4 % sur un an. Une météo plutôt favorable à la pousse d'herbe au

début du printemps, et une entrée plus importante de génisses dans les troupeaux au printemps, laissent entrevoir une amélioration de la collecte. Or, la production recule à nouveau en mai et juin, impactée respectivement par un décalage des vêlages et par les fortes chaleurs en fin de période. La situation est hétérogène suivant les départements.

En Loire-Atlantique, Mayenne et Sarthe, la production du deuxième trimestre est stable par rapport à l'année précédente. En revanche, la Vendée et dans une moindre mesure le Maine-et-Loire, accusent un recul important de collecte sur la même période. Dans le même temps, cette situation permet au prix moyen du lait (367 €/1 000 l) de s'apprécier de 8,7 %

comparativement au même trimestre de 2018. Depuis janvier, il gagne 5,3 % par rapport à celui observé en 2018.

La collecte régionale de lait bio poursuit sa progression au deuxième trimestre (+ 16,3 % par rapport à 2019). Annuellement, le total cumulé des livraisons est supérieur de 15,9 % à celui de l'an dernier. Comparativement à 2018, le prix moyen payé au producteur entre avril et juin (420 €/1 000 l) se redresse de 2,1 %, après un recul de 2 % au premier trimestre.

Au plan national, des incidents climatiques et un repli structurel observé es-

sentiellement dans le sud du pays pénalisent la production. Ainsi, le niveau des livraisons du deuxième trimestre est en retrait de 0,5 % par rapport à 2018, malgré l'amorce d'une reprise en juin. Dans ce contexte de réduction de l'offre, le prix payé au producteur (365 €/1 000 l, soit + 8 % sur un an) est porté par une demande qui ne faiblit pas. Malgré le faible niveau de collecte, l'ensemble des fabrications de produits laitiers sont en progression entre le deuxième trimestre 2018 et 2019. Sur la même période, la production de lait bio est en hausse de 15,3 %.

Au plan Européen, le niveau de collecte marque le pas. Après un mois d'avril plutôt dynamique, l'ensemble des principaux pays producteurs voient leur production diminuer en mai par rapport à celle de l'an passé. Seule l'Irlande maintient sur la période un niveau de collecte en hausse.

Sur le marché des produits laitiers, les fabrications de beurre et de poudre maigre bénéficient de l'embellie des protéines laitières. Si les volumes progressent, les cours se replient, tout en restant au-delà des niveaux observés au deuxième trimestre 2018.

Ovins : des cotations sous pression

Depuis le pic tarifaire de la mi-avril lié aux fêtes pascales, le cours de l'agneau français plonge face au manque de consommation, aux prix bas à l'import et à l'effondrement de la valorisation du 5e quartier. Le prix moyen national pondéré des agneaux entrée abattoir,

calculé par FranceAgriMer, s'établit à 5,93 €/kg de carcasse fin juin, en retrait d'une vingtaine de centimes par rapport aux moyennes pluriannuelles et de 35 centimes par rapport à 2018. Au cours du premier semestre 2019, les abattages cumulés d'ovins se révèlent proches des

valeurs pluriannuelles 2014-2018 et un peu en deçà de ceux de 2018. En cumul de janvier à mai 2019, la production française enregistre une diminution de 1 % par rapport à la même période de 2018.

Lait de chèvre : accélération de la production

Pour le deuxième trimestre consécutif, la collecte de lait de chèvre en Pays de la Loire est en progression sur un an (+ 2,8 %). Depuis janvier, elle est en hausse de 2,1 % par rapport à celle de l'an dernier. La tendance à l'amélioration de la production se confirme. Entre mai et juin, le prix du lait payé (653 €/1 000 l) est supérieur de 2,2 % à celui de l'an dernier à période comparable. Le prix moyen annuel (705 €/1 000 l) gagne 1,3 %

par rapport à celui de 2018.

Au niveau hexagonal, la situation est différente. Depuis janvier, la baisse des livraisons est continue par rapport à celles de 2018 à la même période. En juin, la baisse est moindre (- 0,8 % sur un an) et laisse augurer un retournement de tendance. En raison des faibles disponibilités et d'une demande croissante, les cours sont tirés à la hausse depuis le

début de l'année avec une accélération au deuxième trimestre.

Dans le même temps, la fabrication de produits laitiers à base de lait de chèvre est portée par une consommation toujours croissante. L'insuffisance de ressource et la revalorisation des prix suite à l'entrée en vigueur de la loi EGALIM entraînent une embellie des prix.

Porc : cours en hausse continue, marge des éleveurs en nette augmentation, balance commerciale favorable

Le cours du porc augmente régulièrement depuis le début du trimestre. La cotation porcine (entrée abattoir, classe S, TMP ≥ 60 %, Centre-Ouest) ouvre le trimestre à 1,54 €/kg et le ferme à 1,75 €/kg. Le cours moyen du premier trimestre s'établit à 1,67 €/kg, supérieur de 17,1 % au cours du même trimestre 2018, et aussi de 8,6 % à moyenne triennale 2016-2018. Également orientées à la hausse, les cotations européennes ont atteint un niveau plus élevé en fin de trimestre qu'en France.

La consommation de porc des ménages français a subi de nouveaux reculs marqués pendant ce second trimestre 2019, comparativement au second trimestre 2018, avec une hausse modérée des prix de détail. Dans un contexte de baisse généralisée en achats de viande de la part des ménages, l'attrait moindre en viande de porc et charcuterie se confirme. Selon le Panel Kantar, pour le trimestre, le volume des achats recule de près de 5,6 % pour le porc frais et de 3,9 % pour char-

cutterie. Seul le mois de mai a connu une remontée des achats de viande de porc par les ménages. Les prix à la consommation ont augmenté de 2,6 % entre mars et juin 2019. La hausse des prix a concerné plus les viandes fraîches que la charcuterie. L'envolée du cours du porc n'a pas été complètement répercutée sur les prix à la consommation. La désaffection des ménages ne s'explique pas uniquement par le niveau des prix.

Au second trimestre 2019, les tonnages de porcs charcutiers abattus (en tec) sont au même niveau qu'au second semestre 2018 en Pays de la Loire et augmentent légèrement en Bretagne (+ 1,5 %) et en France (+ 0,3 %).

Le solde commercial des échanges de viande porcine reste excédentaire en volume au second trimestre 2019. Ce sont les pays tiers (en particulier la zone Asie) qui tirent le solde commercial vers le haut, grâce aux importations importantes (+ 60 % pour la Chine depuis le début de l'année). De même, en valeur, le solde

commercial s'améliore par rapport à la même période de 2018. Il est même devenu positif pour les viandes fraîches, réfrigérées ou congelées.

Le coût des intrants diminue légèrement sur le trimestre (- 0,6 %) mais augmente de 1,7 % en glissement annuel. Selon l'IPAMPA France entière, le coût de l'énergie reflue de 3 % sur le trimestre ainsi que le prix de l'aliment porcin (- 1,1 %).

La peste porcine ravage les troupeaux chinois et ceux d'une zone asiatique élargie. Une vigilance forte reste de mise sur le territoire français.

La situation économique des éleveurs s'est améliorée notablement durant ce trimestre. La marge brute des éleveurs naisseurs-engraisseurs atteint 1 602 €/truite/an au mois de juin 2019 (contre 967 €/truite/an au mois de mars).

Les industries de transformation renégocient leurs contrats auprès des grandes surfaces alimentaires pour répercuter l'augmentation des matières premières.

Aviculture : repli des abattages des volailles de chair, sauf en canards gras

Au premier semestre 2019, la production de volailles de chair est en repli, dans la région comme en France. Par espèce, les évolutions nationales et régionales sont similaires : baisse des abattages pour les poulets, les dindes et les pintades ; hausse de ceux des canards, notamment les canards à gaver.

Les abattages régionaux de **poulets** reculent de 11 % par rapport au premier semestre 2018. Cette baisse s'explique pour l'essentiel par l'arrêt de la production régionale de poulets export depuis juin 2018. Les poulets représentent dorénavant moins de 61 % de la production régionale de volailles, contre plus de 63 % en 2018 et 2017. Hors poulet export, en cumul sur six mois, les abattages de poulets progressent légèrement, la hausse des volumes en poulets standard compensant le repli de ceux sous signe de qualité.

Sur les six premiers mois de l'année, les exportations de gallus baissent de 12 %, la progression vers l'Union Européenne ne compensant pas le fort recul vers le Moyen-Orient et l'Afrique subsaharienne. De leur côté, les importations augmentent de 5 %, pour l'essentiel en provenance de l'Union Européenne (Pologne, Belgique, Espagne et Allemagne).

Au premier semestre, les abattages de **dindes** sont en baisse de 3 %, deux fois moins qu'en France. Ils retrouvent leur niveau du premier semestre 2017, et restent en repli de 5 % par rapport à la moyenne quinquennale. Les deux principaux abattoirs régionaux sont affectés. L'interprofession de la volaille veut inciter les consommateurs à reconsommer de la dinde et dynamiser leurs achats

dans les magasins. Une campagne de promotion a été lancée avant l'été sur les réseaux sociaux, vantant les propriétés nutritionnelles de cette viande. Elle doit se poursuivre à l'automne en GMS et dans la restauration collective pour les jeunes, du collège à l'université. Sur les six premiers mois de l'année, le solde des échanges de viandes et préparations de dinde reste positif mais se contracte, avec des exportations en recul de 18 % (principalement vers l'Allemagne) et des importations en léger repli.

Les abattages régionaux de **canards** sont en hausse de 1 %. Les volumes abattus en canards à rôtir sont proches de ceux des premiers semestres 2018 et 2017. La région concentre plus de la moitié des abattages nationaux. Avec l'acquisition en 2018 de trois entreprises vendéennes spécialisées dans l'abattage, la découpe et l'export du canard de chair, et l'intégration de la société mayennaise Sofral en juin 2019, le groupe LDC dispose désormais de la moitié des douze outils régionaux, totalisant près des deux tiers des abattages. En **canards gras**, les volumes abattus progressent de 4 % et retrouvent un niveau proche de 2017. Les abattages ont surtout progressé au cours des quatre premiers mois, par rapport à une période 2018 historiquement basse, du fait de la présence dans la région d'un virus de grippe aviaire faiblement pathogène, nécessitant l'abattage préventif de milliers d'animaux en février et mars. Sur les cinq premiers mois de l'année, le solde des échanges de viandes et préparations de canard varie peu, avec des exportations et des importations en baisse. Avec son niveau le plus bas, moins de

9 500 tonnes au premier semestre, les abattages régionaux de **pintades** sont en repli de 4 % par rapport à 2018, et de 5 % par rapport à la moyenne quinquennale. Le recul est du même ordre en France, la région concentrant les trois quarts des volumes abattus.

Depuis l'automne 2018 jusqu'en mai, les indices du coût de l'aliment pour volailles, calculés par l'ITAVI (Institut technique de l'Aviculture) à partir du coût des matières premières, étaient orientés à la baisse pour les principales espèces. En juin et juillet, ils se redressent, notamment en poulet, pintade et canard, mais demeurent inférieurs à ceux d'il y a un an et aux moyennes quinquennales. En cumul sur les cinq premiers mois de 2019, la fabrication d'aliments pour volailles baisse de 2,1 % par rapport à 2018, sous l'effet d'une moindre demande des filières poulets de chair, pondeuses et dindes. De leur côté, sur les six premiers mois de l'année, les prix à la production des volailles de chair tendent à se stabiliser pour la dinde, le poulet label et le canard à rôtir. La tendance reste plutôt à la baisse en poulet standard et en pintade. Néanmoins, pour toutes les espèces, en juin, les cours moyens à la production sont supérieurs à ceux de juin 2018 et aux moyennes quinquennales.

Au premier semestre, les volumes d'achats des ménages sont en repli pour le poulet prêt-à-cuire, la dinde et la pintade ; ils progressent légèrement pour les élaborés de volaille, la découpe de poulet et la charcuterie à base de volaille ; la hausse des achats est plus marquée pour le canard (entier et magrets).

Une production d'œufs en repli

Au premier semestre 2019, en France, la production intensive d'œufs de consommation, calculée par modèle, est estimée à 6,4 milliards d'œufs, en repli de 8 % par rapport au premier semestre 2018.

De mars à juin, le prix moyen des œufs destinés à la transformation baisse ; il se stabilise en juillet, à un niveau proche de celui des deux années précédentes, puis repart à la hausse. En août, le marché est calme mais fluide, avec une offre et

une demande mesurées et des niveaux de prix satisfaisants pour la période. Au premier trimestre, les indices des prix à la production de l'œuf étaient inférieurs à ceux de 2018, encore élevés suite à la crise inflationniste du Fipronil. En mai, juin et juillet, ils leur deviennent supérieurs. Il en va de même pour la cotation TNO. Au cours du semestre, sauf en mars, les indices restent au-dessus de leurs moyennes quinquennales.

Sur les six premiers mois de l'année, avec des prix en hausse de 5 %, les achats d'œufs par les ménages français progressent très légèrement en volume par rapport à la même période de 2018. Le développement sensible des achats d'œufs biologiques et de plein air compense le fort recul de ceux d'œufs cage (- 12 %).

Cuniculiculture : des cotations élevées

Les six abattoirs de lapins du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire, Normandie et Poitou-Charentes) concentrent près des trois quarts des abattages nationaux. Tous voient leur production baisser au premier semestre. Sur ce périmètre comme au niveau national, les abattages sont en recul de 7 % par rapport à 2018, dans la continuité des années récentes. Néanmoins, le repli est trois fois plus faible au second trimestre qu'au premier. Comme les années précédentes, le cours

national du lapin vif départ élevage a progressé de janvier à la mi-avril, puis entamé sa baisse saisonnière jusqu'à l'été. Depuis le début de l'année, les cotations sont supérieures à celles de l'an passé, de l'ordre de 5 %. Depuis avril 2018, l'indice des prix à la production du lapin est supérieur à sa moyenne quinquennale (de 11 % en mai, juin et juillet). De son côté, l'indice ITAVI de l'aliment pour lapins est orienté à la baisse entre janvier et juillet 2019. Sur la période, comme pour

l'indice IPAMPA, il reste supérieur aux moyennes quinquennales.

Avec des prix de vente au consommateur en hausse, les volumes d'achats des ménages en lapin frais sont en repli de 3 % au premier semestre.

Sur les cinq premiers mois de l'année, les exportations de viande de lapin augmentent de 6 % en volume par rapport à 2018, tandis que la hausse des importations se modère.

Commerce extérieur régional : le solde commercial redevient positif

Au deuxième trimestre 2019, tous produits confondus, les exportations ligériennes s'élèvent à 5,2 milliards €, en augmentation de 6 % par rapport au deuxième trimestre 2018 et à la moyenne quinquennale. Les exportations des produits agricoles et agroalimentaires représentent ce trimestre 18 % des exportations régionales. Avec 929 M€, le montant de l'export agricole et agroalimentaire est en hausse par rapport au bas niveau de l'an dernier, mais reste légèrement inférieur (-1 %) à la moyenne quinquennale des deuxièmes trimestres 2014-2018.

Les exportations des produits agricoles bruts (pour l'essentiel les céréales, les fruits et légumes et les animaux vivants) s'élèvent à 245 M€, supérieures de 5 % à la moyenne quinquennale.

Avec 684 M€, les exportations des produits transformés sont en hausse de 4 % par rapport au faible niveau du deuxième trimestre 2018. Les montants exportés augmentent dans les secteurs des boissons, des huiles et graisses, des produits laitiers et des produits alimentaires divers ; ils baissent dans le secteur des viandes. Par rapport à l'an dernier, les montants exportés des produits des industries agroalimentaires progressent en Loire-Atlantique, Maine-et-Loire, Mayenne et Sarthe. En Vendée, ils sont en recul par rapport à un deuxième trimestre 2018 favorable, et restent supérieurs de 7 % à la moyenne quinquennale trimestrielle.

De leur côté, les montants des importations sont en repli. Ainsi, après avoir été à l'équilibre au premier trimestre, le solde commercial des produits agricoles et agroalimentaires redevient positif, le solde des produits agricoles bruts (+ 120 M€) compensant celui des produits agroalimentaires (- 50 M€).

A LA UNE ... (suite)

Enseignement agricole : résultats aux examens et rentrée scolaire 2019

Après 4 années de baisse, les établissements agricoles devraient accueillir davantage d'élèves (environ 17 300). L'augmentation est portée par le réseau des maisons familiales, l'enseignement public reste stable et l'enseignement privé à temps plein recule.

L'enseignement agricole a pour challenge de se faire davantage connaître pour attirer plus de jeunes. C'est pourquoi le ministre de l'agriculture a initié une vaste campagne de communication « L'aventure du vivant » qui décline ses atouts : une excellente insertion professionnelle, la déclinaison des formations pour plus de 200 métiers, des formations générales, technologiques et professionnelles dispensées dans des établissements à taille humaine dotés d'internats, propices au travail scolaire, à la prise d'autonomie et à la socialisation.

Industries agroalimentaires

Après une progression des productions en avril, une baisse significative et inattendue des productions et de la demande est observée en mai et juin. Les prix des matières premières sont en légère hausse. Les entreprises prévoient une progression modeste des productions.

Industries des viandes : la production augmente en avril, soutenue par une demande intérieure en hausse en raison de conditions météorologiques favorables aux grillades, et par l'export, notamment du porc vers la Chine. Les productions ralentissent nettement sur le reste du trimestre. Les prix des matières premières augmentent, tirés par la hausse du prix du porc. Les prix de vente stagnent voire diminuent légèrement en juin. Les effectifs se replient en mai et juin. Les carnets de commandes soient insuffisamment garnis. Une hausse modérée des productions est attendue en lien avec la saisonnalité.

Industries de la boulangerie-pâtisserie et pâtes : les productions se développent légèrement en avril puis se replient sur la suite du trimestre. Seules les ventes à l'export sont stables. Les prix des matières premières sont plutôt à la baisse, et les prix à la vente sont stables au global sur le trimestre. Des recrutements sont en cours. Les carnets de commandes sont insuffisamment garnis ; toutefois, les prévisions tablent sur une hausse significative des productions.

Source Banque de France - enquêtes mensuelles - avril à juin 2019

Le point du trimestre

L'appel à projets Agriculture et Alimentation de Demain est ouvert jusqu'au 31 octobre 2019. Son objectif est de financer les projets d'innovation, collaboratifs ou non, d'un montant d'au moins 2 M€, qui répondent aux problématiques exposées dans le cahier des charges en ligne sur <https://www.franceagrimer.fr/Investissements-d-Avenir/Grand-plan-d-investissement/Appel-a-projets-Agriculture-et-Alimentation-de-Demain>.

L'appel à projets PSpC-Régions sera clos le 11 septembre 2019. Il concerne des projets de recherche-développement collaboratifs d'un budget compris entre 1 et 4 M€.

<https://competitivite.gouv.fr/actualites-institutionnelles-109/lancement-de-l-appel-a-projets-pspc-regions-2371.html?cHash=f4b7adca0b30ed992a21873349495983>

Les entreprises - revue de presse -

Sources : AGRAlimentation, RIA, Ouest France, Les Echos, Banque de France, lettre de l'API d'avril 2019

Loire-Atlantique

Tipiak a vu ses bénéfices fondre de 33 % en 2018, soit un résultat net de 2,8 M€ contre 4,2 M€ en 2017. L'excédent brut d'exploitation tombe à 12,4 M€ (- 15,1 %) et le résultat opérationnel à 4,1 M€ (- 32,8 %). Ce repli provient pour l'essentiel du recul des ventes en volume (CA de 193 M€, - 2,6 %) et de charges non récurrentes importantes. Tipiak vise cette année un retour à la croissance en France et annonce un ambitieux programme d'investissements industriels pour répondre notamment à l'accélération des ventes à l'export.

Biolait a fini l'exercice 2018 sur une progression de 32 % de ses volumes, soit un total de 260 millions de litres, ce qui en fait le premier collecteur de lait bio en France. Le chiffre d'affaires de la SAS, spécialisée dans le lait bio, s'est élevé à 136 M€ contre 116 M€ en 2017. Basée à Saffré, la société Biolait, dont le fonctionnement se rapproche d'une coopérative, compte 1 340 exploitations adhérentes réparties dans 72 départements. La collecte devrait encore progresser durant les

prochaines années, la prévision de collecte étant à environ 285 millions de litres en 2019. Biolait a décidé d'inciter ses producteurs à réduire de 5 % leur production afin d'éviter un excédent au printemps. Biolait s'engage également sur le commerce équitable Nord-Nord via son rôle de fournisseur des Prés Rient bio, filiale de Danone, pour les yaourts et desserts lactés bio fabriqués sur le site normand de Molay-Littry.

Terrena a enregistré une perte nette de 14 M€ en 2018 contre 97 M€ sur l'exercice précédent, plombé par l'affaire Doux. Son chiffre d'affaires est passé de 5,1 Md€ en 2017 à 4,9 Md€ en 2018. Le résultat d'exploitation est positif et ressort à 2,5 M€ (- 27 M€ en 2017). Quant à l'Ebitda (ratio de rentabilité opérationnelle de la société), il augmente de 29 % à 99 M€ contre 77 M€ en 2017. Le résultat net sera encore négatif en 2019. Terrena va investir plusieurs dizaines de millions d'euros dans sa filiale Galliance, numéro 2 français du secteur de la volaille, dont 36 M€ dans l'abattoir d'Ancenis, dédié au

bio et aux marques. Le but est de spécialiser les sites et de rationaliser la logistique afin de redresser l'Ebitda dans les cinq ans. Terrena cherche toujours à se désengager de sa filiale Elivia, dans un contexte de recul de la consommation de viande rouge. Le pôle végétal spécialisé est plus rentable que l'activité viande. Il dégage un Ebitda de 26 M€, à la hausse, sur un chiffre d'affaires de 423 M€, tandis que celui de la volaille, est en baisse à 14 M€ sur un chiffre d'affaires de 980 M€. Quant au pôle autres produits carnés, il représente un chiffre d'affaires de 959 M€, quasi stable, pour un Ebitda de 9 M€ seulement.

De nous à vous, la laiterie lancée en septembre 2016 à Remouillé sous la marque « En direct des éleveurs », a collecté 13 millions de litres de lait issu de la filière Bleu-Blanc-Cœur en 2018, dont 8 millions commercialisés sous forme de poches plastiques souples dans la grande distribution. De la crème est également élaborée, le surplus des volumes étant valorisé auprès de différents transforma-

Brexit

Un portail interministériel est consacré au Brexit : <https://agriculture.gouv.fr/brexit>. Il comporte un document téléchargeable qui permet à une entreprise de faire un autodiagnostic :

<https://brexit.gouv.fr/sites/brexit/accueil/vous-etes-une-entreprise/comment-se-preparer.html>

Sur le site du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, une foire aux questions est dédiée aux contrôles sanitaires :

<https://agriculture.gouv.fr/foire-aux-questions-brexit>

Chaque ministère dispose d'une adresse mail réservée à toute question liée au Brexit :

brexit.entreprises@finances.gouv.fr

brexit@douane.finances.gouv.fr

brexit@agriculture.gouv.fr

teurs. L'investissement s'est élevé à 8 M€, et chaque éleveur s'engage à être acteur du projet en prenant une responsabilité au sein de la société qui emploie 13 salariés sans directeur. La SAS a dégagé un chiffre d'affaires de 9,3 M€ contre 7,2 M€ en 2017. L'objectif de rémunération des producteurs est de 38 à 40 centimes par litre d'ici deux à trois ans, contre 34 centimes versés en 2018. De nous à vous rassemble désormais 17 exploitations : 3 en Bretagne, 6 en Nouvelle-Aquitaine et 8 dans les Pays de la Loire. Les capacités de l'usine permettent d'en accueillir le double. Dans ces trois régions, la marque a contractualisé avec les enseignes Lelerc et Système U, soit près de 600 points de vente, et une trentaine d'Intermarché locaux. Le lait est également écoulé vers le secteur des collectivités.

Sarthe

LDC a réalisé un chiffre d'affaires de 4,1 Md€ sur l'exercice 2018-2019 (mars 2018 à février 2019) contre 3,8 Md€ sur l'exercice précédent, soit une hausse de 7,7 %. A périmètre identique, les ventes ressortent en progression de 3,4 % à 3 957,4 M€. Tous les pôles du groupe sont en hausse. Les volumes commercialisés évoluent de + 6,9 % (+ 1,5 % à périmètre identique). La croissance a été soutenue d'une part par les activités à l'international (353,2 M€), en progression de 29 % du fait d'activités solides en Pologne et du rachat de la société hongroise Transit, d'autre part par les acquisitions des sociétés Marcel Favreau, Couthouis & Périddy et la reprise partielle des actifs Doux. LDC a par ailleurs bénéficié des revalorisations tarifaires en novembre pour faire face à l'augmentation du prix des matières premières. Le résultat opérationnel courant de l'exercice 2018-2019 s'élève à 190,1 M€ contre 184,7 M€, en hausse de 2,9 %. Le résultat net ressort

à 148,7 M€, en hausse de 5,7 %. LDC se fixe pour objectif pour l'exercice 2019-2020 d'afficher un résultat opérationnel courant de 200 M€, soit une progression attendue de l'ordre de 5 %.

Vendée

Fleury Michon annonce un bénéfice net en forte progression sur l'exercice 2018, de 67,4 %, à 14,4 millions d'euros. Ce résultat est imputable à une meilleure rentabilité. Les ventes ont elles aussi progressé, bien que plus modestement, à 725,3 millions d'euros (+ 1,2 %). La marge nette progresse et s'établit à 2 %, contre 1,2 % en 2017. Un plan de compétitivité déployé courant 2017 et les acquisitions des sociétés Paso et Good Morning ont contribué à ce résultat. Le groupe, qui a lancé ces derniers mois des gammes de jambons avec teneur réduite en sel et sans nitrite, entend poursuivre sa stratégie de montée en gamme. Par ailleurs, Fleury-Michon est entré en négociation avec le groupe Marfo, en vue d'acquérir 90 % du néerlandais Marfo Food, deuxième acteur européen du catering aérien, et va prendre une participation de 50 % dans Frais Emincés, spécialisée dans les produits végétaux découpés.

Maître Coq, filiale du groupe LDC, fête ses 50 ans en baptisant son nouveau bateau de course au large. Pour les trois prochaines années, environ 1 M€ par an seront consacrés au sponsoring voile. En 2019, la société vendéenne consacrera également une part majeure de son budget de communication à la télévision, soit plus de 2 M€ sur le thème de l'innovation. Le groupe achève l'agrandissement (+ 4 000 m²) de son site de production de Sainte-Hermine qui devrait entrer en production fin 2019. L'investissement de 20 M€ porte la capacité de production du site de 24 000 tonnes à 35 000 tonnes par an. 30 salariés supplémentaires renfor-

ceront l'équipe de 250 salariés de Sainte-Hermine au démarrage, puis 80 à 85 à terme. Au sein de la nouvelle plate-forme logistique des Essarts, opérée par Stef, qui sera livrée en décembre 2019, Maître Coq a réservé 3 000 m² des 5 000 m². Près de 20 000 colis par jour seront expédiés dans toute la France, soit 40 tonnes par jour. Avec ses cinq sites de production (Saint-Fulgent, Les Essarts, Chavagnes-en-Paillers, Sainte-Hermine et Saint-Germain-des-Fossés) auxquels il a consacré 17 M€ d'investissement en 2018, Maître Coq a réalisé un chiffre d'affaires de 527 M€ en 2018 (vs 500 M€ en 2017). Il a recruté 234 salariés sur l'exercice et prévoit 200 embauches en 2019.

Brioche Fonteneau va construire un troisième site de production sur la commune vendéenne de l'Herbergement. 4 145 m² seront dédiés à la confection de brioches et de gâches. Le site devrait contribuer dans un premier temps à la création de 25 emplois. Son démarrage est attendu pour septembre 2020. Ce nouveau site offre un emplacement stratégique entre les deux premières unités de production : à la Copechagnière (6 000 m²) et à Boufféré (10 000 m²). Comptant aujourd'hui 220 salariés, la PME a dégagé en 2017 un chiffre d'affaires de 38,9 M€, en hausse de près de 5 %, pour un résultat d'exploitation de 1,3 M€ et un bénéfice net de 1 M€. Née autour de la production de brioches et de gâches, en multipliant les références (bio, tranchées, etc.), l'entreprise a depuis étendu sa production au salé en rachetant en 2014 Lily toques (préfou, croissants garnis, etc.) à Fontenay-Le-Comte. Brioche Fonteneau écoule sa production auprès de la GMS, soit par une présence dans les rayons boulangerie/pâtisserie, soit par la fabrication de produits pour les marques de terroirs premium des distributeurs.



Liste des annexes à télécharger

Cotations des céréales et oléo-protéagineux
Cotations fruits et légumes
Viticulture - Observatoire Economique du Val de Loire
IPAMPA
Abattages des animaux (bétail, volailles et lapins)
Cotations animales (bétail, volailles, lapins et oeufs)
Livraisons de lait et prix du lait

Ont participé à l'élaboration de ce document :

A la une : P. Nénon (SRFD)

Productions animales et commerce extérieur : O. Grosmesnil, O. Jean, B. Robert et V. Salaün (SRISE)

Productions végétales : J.C. Bouhier, S. Emeriau, P. Guérin, L. Guiavarch, A. Kéters, A. Piha, A. Prudo et T. Renou (SRISE)

IPAMPA : O. Grosmesnil (SRISE)

IAA : C. Berchon (SREAF)

Contexte météorologique : Météo France

Coordination : A. Piha

Agreste : la statistique agricole

Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt des Pays de la Loire
Service régional de l'information
statistique et économique
5 rue Françoise Giroud - CS 67516 - 44275 NANTES cedex 2
Tél. : 02 72 74 72 40 - Fax : 02 72 74 72 79
Mél : srise.draaf.pays-de-la-loire@agriculture.gouv.fr
Site internet : www.draaf.pays-de-la-loire.agriculture.gouv.fr

Directeur régional : Yvan Lobjoit
Directrice de la publication : Claire Jacquet-Patry
Rédacteur en chef : Jean-Pierre Coutard
Rédaction : DRAAF SRISE, SREAF et SRFD
Composition : Bénédicte Guy
Impression : SRISE à NANTES
Dépôt légal : à parution
ISSN : 1956 - 7472